

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2 : Actualité sociale** (*Virgin, Michelin, FNAC, Spanghero*) / **p.3 à 5 : Place au débat** (*Retraites : la réforme de trop*) / **p.6 : Solidarité internationale** (*Turquie, Grèce, Allemagne, Espagne, Portugal*) / **p.7 : Avez-vous remarqué ?** (*Journée de débats de Convergence sur les conséquences de l'acte 3 de la décentralisation*) / **p.8 : Coup de gueule** (*Bangladesh: le libéralisme à l'oeuvre*)

L'ÉDITO

Et de huit ! Depuis un an, le Parti socialiste a perdu huit élections partielles, dont la toute dernière à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), la circonscription laissée par Jérôme Cahuzac. Bien sûr, dans ce dernier cas, la fraude de l'ancien ministre a joué un rôle mais on aurait bien tort de se cacher derrière cette unique raison pour expliquer la défection de l'électorat socialiste. La raison, il faut aller la chercher dans la politique menée par le gouvernement et le Président de la République, qui vient une fois de plus de tourner le dos à son électorat, en annonçant que le SMIC ne serait pas revalorisé au 1^{er} juillet. La raison, il faut la voir dans la colère des salariés touchés par les plans de licenciement qui ne cessent de se succéder. Difficile pour eux de croire à la promesse présidentielle d'un retournement de tendance d'ici la fin de l'année. La raison, il faut la voir dans la crainte des salariés et des retraités face à la nouvelle réforme des retraites que prépare le gouvernement et qui pourrait diminuer le pouvoir d'achat de beaucoup de nos concitoyens, ce qui n'est pas fait pour résoudre la crise. D'autant que la croissance est en

berne et qu'il n'y a rien à attendre du côté de l'Europe qui poursuit sa politique austéritaire.

Les deux ans supplémentaires octroyés à la France par la Commission européenne pour réduire son déficit s'accompagnent de diktats libéraux qui ont déjà porté leurs conséquences en Grèce, en Espagne, au

Portugal, en Irlande et en Italie : baisse des salaires et des pensions, suppression de services publics, allongement de l'âge de départ en retraite, conditions durcies pour l'indemnisation des chômeurs, remise en

Samedi 22 juin

9h00 – 17h30

Paris – Bourse du travail

Échanges & débats avec

Anicet LE PORS,

Jean-Claude Chailley, ...

(Voir page 7)

cause de la protection sociale... Et ceci alors que le FMI a fini par reconnaître que la potion, infligée à la Grèce notamment, avait plus aggravé l'état du malade que participé à sa guérison ! Mais la commission européenne continue imperturbablement sur la même ligne, preuve qu'il ne s'agit pas de construire un meilleur avenir par plus de « rigueur » comme on voudrait nous le faire croire, mais bien d'imposer une dogmatique politique libérale qui rapporte à certains.

(Suite page 2)

L'EDITO (suite)

Et voici qu'on nous annonce l'ouverture de discussions avec les Etats-Unis pour la signature d'un traité de libre-échange transatlantique. Les forces progressistes devront se mobiliser fortement pour imposer son rejet. Car ce n'est pas la semi-victoire sur l'exception culturelle (à relativiser d'ailleurs, puisque la question culturelle pourrait revenir sur le tapis durant les négociations) qui écarte tout danger. Services publics, OGM, santé, normes, tout est menacé à travers ce possible accord.

Pendant ce temps, le gouvernement grec, non content de la vente de services publics ou du licenciement de dizaines de milliers de fonctionnaires, n'a pas hésité à fermer brutalement les antennes des radios et télévisions publiques, chose qui n'avait même pas été réalisée durant la dictature des colonels. A ce propos nous vous invitons à signer la pétition initiée par Jacques Cotta et une trentaine de journalistes, réalisateurs, techniciens du service public audiovisuel en France (Cf. page "international").

Plus que jamais la soumission à -quand ce n'est pas le choix patenté de- cette forme de construction européenne semble nous entraîner vers l'impasse des années trente. Rien n'est inéluctable cependant. Mais il est urgent de changer de cap et de remettre fortement le curseur à gauche. Ce n'est pas en tirant prétexte de la « non-solidarité » de ses partenaires de la gauche que le Parti socialiste retrouvera le chemin de la victoire. D'autant que les autres forces de gauche ne profitent pas de son déclin électoral, ce qui pose d'ailleurs le problème de la construction d'une véritable alternative à gauche, à laquelle étaient invités à réfléchir le 16 juin plusieurs organisations, partis, syndicats et associations dont Résistance Sociale. Soulignons à ce propos la forte affluence, la qualité des débats et la volonté d'échanges des intervenants. Pour notre part, à RESO, nous nous réjouissons de la forte prise de position de Pierre Laurent en faveur du pouvoir d'achat, de la revalorisation des salaires et de la mise en place d'une politique de ré-industrialisation de notre pays.

Le décès de Pierre Mauroy, premier ministre de 1981 à 1984, est venu nous rappeler ce que pouvait être une véritable politique de gauche : nationalisations, hausse du SMIC, abolition de la peine de mort, nouveau statut de la fonction publique, cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans, nouveaux droits des travailleurs,... sont encore présents dans la mémoire de nos concitoyens malgré le tournant de la rigueur de 1983, parenthèse libérale jamais refermée depuis.

Il serait donc temps que des dirigeants, élus parce qu'ils se revendiquaient adversaires des puissances financières, aient enfin le courage de faire la politique voulue par nos concitoyens qui ont chassé Sarkozy voici un an. Et le courage, ce n'est pas de faire la politique du patronat ni de baisser la garde face à Barroso et Merkel. C'est de s'appuyer sur le peuple, c'est d'agir vraiment pour la croissance et l'emploi, c'est de redonner confiance aux couches populaires, meilleur moyen de lutter contre l'expansion des idées de haine et de violence.

C'est, comme le disait Jaurès, d'aller vers l'idéal et de comprendre le réel. Réel que l'on ne trouve pas dans les transactions des marchés financiers mais dans la vie de tous les jours du peuple qui souffre.

Marinette BACHE

ACTUALITÉ SOCIALE

Virgin : la liquidation judiciaire a été prononcée le 17 juin, mettant au chômage plusieurs milliers de salariés qui paient cash les erreurs de gestion de l'entreprise qui n'a pas su se diversifier à temps face au développement du numérique. Les offres de reprises n'ont pas été jugées assez sérieuses par le tribunal de commerce. A noter qu'une fois de plus ce sont les créanciers qui sont privilégiés au détriment des personnels.

Michelin : 700 emplois devraient disparaître à Joué-lès-Tours. La direction évoque un redéploiement d'une partie du personnel sur d'autres sites situés à plusieurs centaines de kilomètres, ce qui risque de limiter le nombre de volontaires. Michelin utilisera-t-il les nouvelles possibilités offertes par la loi ANI qui permettent de licencier un salarié qui refuse une mutation ?

Fnac : dans le cadre de son entrée en bourse, la Fnac envisage de supprimer 6 000 emplois. N'est-ce pas l'exemple type de licenciements boursiers contre lesquels une loi devait être soumise au Parlement ?

Spanghero : à la suite du scandale de la viande de cheval l'entreprise a été mise en liquidation judiciaire, jetant à la rue plusieurs centaines de salariés victimes des pratiques trompeuses de leur employeur

PLACE AU DÉBAT

Retraites : la réforme de trop

Par Jean-Claude CHAILLEY, secrétaire général de RÉSO

François Hollande a annoncé qu'il fallait un **nouveau modèle économique et social**. Ce nouveau modèle social c'est :

- L'ANI (Accord national interprofessionnel) du 11 janvier, devenu loi dite de « sécurisation de l'emploi »
- L'Acte III de la décentralisation (en cours).
- Et... la réforme de la protection sociale.

De François Mitterrand en 1981 à mai 2013 : progrès et contre-réformes

1981- 1982 : F. Mitterrand met en œuvre le changement tant attendu : la retraite à 60 ans, à taux plein, pour 37,5 années de cotisation (150 trimestres) et basée sur les 10 meilleures années dans le privé, 6 derniers mois dans le public. Les retraites sont indexées sur le salaire moyen qui croît plus vite que les prix. Immense progrès.

Puis ça se gâte : Séguin 87 (privé), Balladur 93 (privé), Juppé 95 (contraint de jeter l'éponge par la grande grève des cheminots), Fillon 2003 (fonctionnaires), Sarkozy 2007 (régimes spéciaux), puis 2010 (tous), accords paritaires, Lois de Financement de la Sécurité sociale (depuis Juppé 1996) ... s'en prennent tantôt au privé, tantôt au public, aux régimes spéciaux et/ou à tout le monde.

Résultat : depuis 1993 les retraites ont déjà perdu environ 30 %

La retraite passe à 62 ans, la durée de cotisation doit monter à 167 trimestres (+17), les 10 meilleures années sont devenues 25, les retraites sont indexées sur l'inflation... l'AGIRC et l'ARRCO sont même désindexées de l'inflation jusqu'à la prochaine négociation dans 3 ans.

**Pour François Hollande (pas seulement le rapport Moreau)
ce n'est pas suffisant !**

Toutes les branches de la Sécurité sociale sont dans le collimateur. La famille (avec la réforme du quotient familial) ; la santé (avec - entre autres ! - la baisse de 10 % du budget accidents de travail / maladies professionnelles) ; et bien sûr : les retraites.

Le Haut Conseil du financement de la protection sociale propose de baisser les cotisations sociales employeurs (partie du salaire qui est socialisée) et de les transférer sur les salariés soi-disant en laissant le salaire net inchangé dans un premier temps...

La réforme annoncée par F. Hollande dans sa conférence de presse du 16 mai et le rapport Moreau est une d'une extrême violence par son contenu.

Cette réforme suit les exigences du FMI, les instructions données par la Commission européenne : « *vous avez 2 ans pour atteindre 3 % de déficit / PIB, mais la réforme des retraites, la libéralisation des services publics, c'est tout de suite* ». Le contenu c'est le « livre banc retraites de la Commission européenne » qui donne la Grèce, l'Espagne, le Portugal la République tchèque **comme modèles** de l'ensemble de la protection sociale.

- **L'objectif c'est d'aller vers 67, 68 ans, voire au-delà, pour le taux plein.**
- **C'est aussi une baisse drastique des retraites :**
 - parce que si la politique actuelle continue, il sera exceptionnel d'avoir la totalité des trimestres ;
 - parce que la désindexation de l'inflation serait catastrophique. N. Sarkozy n'avait même pas osé en parler !
 - par l'augmentation envisagée de la CSG des retraités, avant une deuxième taxation pour la « dépendance ».

PLACE AU DÉBAT

- **On nous dit qu'on « sauvegarde la retraite par répartition ».** Mensonge ! La baisse des retraites vers un socle, revendication centrale du patronat, ouvre au contraire la voie à la capitalisation (comme démontré par le « livre blanc » de la CE).
- Le rapport Moreau prévoit un pilotage des retraites en fonction des nécessités budgétaires (Cf. « Pacte pour l'euro plus »). C'est, là aussi sans le dire, **la fin du système de prestations définies** : impossible de savoir ce qu'on touchera, on est dans la logique des réformes faites en Italie, Suède...

L'ensemble serait une des pires contre-réformes de l'Union européenne !

Il faut regagner la bataille des idées, démonter l'enfumage qui vise à convaincre la population qu'on ne peut pas faire autrement

- **Il n'y a pas de gouffre, malgré la crise (et sa gestion calamiteuse)**

Solde du régime général (comptes Sécurité sociale, juin 2013) :

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
Régime général	(5,6)	(7,2)	(8,9)	(6)	(4,8)	(3,5)

- **Il faut réfuter les éternelles prévisions de « trous »**, même rebaptisés « besoin de financement » – Aucune prévision ne tient plus de quelques mois : 6 mois après le rapport du COR, le rapport Moreau augmente la prévision de déficit du régime général de près de moitié !
- **Le dogme selon lequel il est certain qu'on vivra plus longtemps dans les décennies à venir est une absurdité.** Vivre plus longtemps est incompatible avec une politique d'austérité : un SDF ne sera pas centenaire. La condition pour que l'espérance de vie augmente, c'est de changer de politique, pas l'amplifier.
On nous refait le coup du FMI : après avoir tout dévasté en Grèce et ailleurs, le FMI explique qu'il s'était trompé (mais qu'il faut quand même poursuivre).
- **L'espérance de vie en bonne santé est de 61 / 62 ans.** Comme ça met à mal la logique de la réforme, ils l'ignorent. Ils prennent comme critère l'espérance de vie – en bonne ou mauvaise santé d'ailleurs – à 60 ou 65 ans. **C'est la notion de retraite à la carte, de comptes notionnels qui est amorcée sans le dire.**
- Il faut continuer à réfuter le dogme inepte de « la dette qu'on transmet aux générations futures »
- **Il faut dénoncer l'instrumentalisation des « pauvres » pour imposer la régression sociale pour tous.** J.M. Ayrault consent à « ne pas baisser les petites retraites » (ASPA ... que N. Sarkozy avait augmenté de 50 %).

Une réforme imposée antidémocratiquement: la forme rejoint le fond

- La 2^{ème} conférence sociale des 20 et 21 juin sera suivie d'une « concertation » (pas négociation) en juillet puis les 3 premières semaines de septembre. Dès le 20 septembre : projet de loi, qui de toute façon est déjà bien cadré par F. Hollande.
 - Le gouvernement et le MEDEF espèrent rééditer la stratégie de l'ANI : quelques **soi-disant « avancées »**, **un ou deux points de blocage** qui sautent par miracle au dernier moment (Cf. taxation des CDD) et signature de certains syndicats.
- ➔ ***Nous contestons ce calendrier antidémocratique, accéléré par rapport à l'ANI.***

PLACE AU DÉBAT

Il n'y a rien à garder du rapport Moreau de contre-réforme

On ne veut ni allongement de la durée de cotisation à 43 ou 44 ans, ni repousser l'âge légal à 63 et 68 ans, ni désindexation de l'inflation, ni désindexation des salaires portés au compte, ni suppression de la majoration de pension pour 3 enfants ou plus, ni augmentation de la CSG des actifs ou des retraités, ni remise en cause de l'abattement de 10 % sur les pensions, ni système de pilotage.

On ne veut pas de la remise en cause des 6 derniers mois pour la fonction publique, qui serait une étape vers la suppression du statut, la privatisation à la découpe.



Notre projet :

60 ans pour le taux plein, 75 % de taux de remplacement, 10 meilleures années, indexation sur le salaire moyen, 6 derniers mois pour la fonction publique, égalité femmes-hommes, pénibilité...

Bref tout à rebours de la « parenthèse de la rigueur » dont on déplore le 30^{ème} anniversaire !

La construction du rapport de forces

Le passé récent pèse. On n'a pas pu imposer nos propositions à N. Sarkozy, même pas bloquer sa réforme. L'ANI entre en vigueur dans 15 jours.

Rien n'est joué : sur BFM on disait vendredi 14 juin: « *Jean-Luc Mélenchon dans la rue à la rentrée* ». Sous-entendu : une ou deux manifs comme l'ANI et c'est voté. Mais on disait aussi « *réforme de tous les dangers pour le gouvernement* ».

Il faut l'unité contre ce projet de réforme

D'ores et déjà les Unions confédérales de retraités CGT, FO, FSU, Solidaires ont pris position contre.

La lutte contre ce projet de réforme, pour les revendications des salariés, permet le financement des retraites et de la Sécurité sociale.

Une autre répartition des richesses par **l'augmentation des salaires et de l'emploi** : d'ailleurs c'est lié. Pour la 1^{ère} fois depuis 1984 le pouvoir d'achat a baissé. Des syndicats, des partis, proposent le SMIC à 1 700 €, l'augmentation des salaires. La part des salaires dans la valeur ajoutée a perdu 6 à 8 points.

→ **Chaque 1 % d'augmentation du salaire moyen, c'est 2,5 Mds €.**

→ **1 million de chômeurs de moins c'est 13 Mds € pour les retraites.**

- Le travail illégal, c'est 6 Mds € pour les retraites.
- L'égalité femmes-hommes c'est 6 Mds €.
- Supprimer tout ou partie des 30/40 Mds € d'exonérations/exemptions de cotisations sociales patronales (qui se partagent entre l'État et la Sécu dont les budgets sont confondus au niveau déficit).
- Supprimer les 20 Mds € du CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi).
- ...

Cette réforme, c'est un choix de société !

Salariés, retraités, chômeurs, tous ensemble, on peut, on doit gagner !

SOLIDARITE INTERNATIONALE

► **Turquie** : la révolte, particulièrement des jeunes issus des classes moyennes, se poursuit malgré la répression. D'abord mobilisées contre un projet d'aménagement urbain, les 200 000 personnes de la place Taksim se battent pour la liberté et la démocratie qu'Erdogan, l'AKP et son prétendu « islamisme modéré », leur confisquent petit à petit. Les jeunes ont été rejoint par diverses associations de la société civile, des étudiants, des féministes mais aussi des syndicalistes de DISK et des travailleurs en grève, comme ceux de Turkish Airlines, ainsi que par les militants des partis de la gauche radicale.



► **Grèce** : Le gouvernement grec vient de fermer sans préavis, sans consultation des syndicats et du Parlement, les trois chaînes de la télévision et la radio publiques grecques. Le président du syndicat de salariés Panayotis Kalfayanis a appelé à l'occupation du bâtiment et a indiqué qu'il allait "saisir la justice européenne et la justice grecque". "Même s'ils veulent détruire la démocratie, les lois s'appliquent encore et je vais me battre" a-t-il dit à l'AFP. Son espoir, comme celui du chef de l'opposition de la gauche radicale Syriza, Alexis Tsipras, est d'obtenir le retrait du décret d'urgence, signé la veille par les seuls ministres de la nouvelle démocratie, l'un des trois partis de la coalition gouvernementale. Les salariés continuent leurs émissions qui sont accessibles sur internet et sur un canal local prêté par le parti communiste. Le drapeau de l'Union européenne a été brûlé par des salariés de la télévision publique grecque. Plusieurs milliers de personnes se sont réunies devant le siège du groupe audiovisuel à Athènes ; c'est plus de 2 600 emplois qui sont concernés par cette décision.

Résistance sociale vous invite à signer, sur son site, la pétition de soutien à l'audiovisuel grec : <http://www.resistancesociale.fr/spip.php?article2656>

► **Allemagne** : De toutes les particularités du "modèle allemand", une est rarement mise en avant par le gouvernement de la chancelière : les "grèves d'avertissement". Celles-ci ont été bien plus fréquentes en 2012 qu'en 2011. L'année 2013 ne devrait pas faire exception. Après la poste et la compagnie aérienne Lufthansa, ce sont les salariés de la métallurgie qui multiplient les

débrayages pour obtenir des augmentations de salaire. L'IG Metall revendique des hausses de salaire de 5,5 % sur douze mois, alors que le patronat propose 2,3 % sur onze mois à partir de juillet. Au total, 3,7 millions de salariés travaillent dans le secteur de la métallurgie, qui donne le ton aux revendications salariales. Alors que le syndicat des services Verdi réclamait une hausse de salaire de 5,2 % pour tous pour douze mois, l'accord annoncé prévoit une augmentation de 3 % pour la maison mère et de 4,7 % pour les filiales. Le personnel de cabine, majoritairement affilié à un petit syndicat, l'UFO, avait obtenu, en novembre 2012, une hausse de 4,6 % des salaires, valable deux ans à compter de janvier 2013. Le pouvoir d'achat des salariés devrait augmenter en 2013 pour la quatrième année consécutive. Pourquoi ne parle-t-on pas de cela lorsqu'on nous vante le « modèle allemand » ?

► **Espagne** : En mai, les enseignants espagnols étaient en grève à leur tour : ils protestaient contre les coupes budgétaires que le gouvernement espagnol veut imposer.

► **Portugal** : Au lendemain de la journée de protestation contre l'austérité, le 31 mai, la Confédération générale des tra-



vailleurs portugais (CGTP) a appelé à une grève générale pour le 27 juin. Cette décision intervient alors que le gouvernement a adopté de nouvelles mesures de rigueur. Les syndicats entendent protester en particulier contre la suppression de 30 000 postes de fonctionnaires, l'allongement de leur temps de travail, qui passe de trente-cinq à quarante heures par semaine, et l'augmentation de leurs cotisations sociales. Les mesures d'austérité mises en œuvre par le gouvernement, sous la tutelle de la troïka (UE, FMI et BCE) sont de plus en plus critiquées par l'opposition de gauche et le peuple qui les tiennent pour responsables d'une forte aggravation de la récession et du chômage. Selon les prévisions officielles l'économie doit reculer cette année de 2,3 % et le chômage, qui atteint déjà 17,7 % et plus de 40 % pour les jeunes, dépasser le taux record de 18 %.

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?



Réunion d'information, d'échanges et de débats

Avec la participation de : Attac, Convergence Nationale Rail, Coordination Eau IdF, DAL, Fondation Copernic, EELV, FSU, FUT-SP, Gauche Unitaire, PCF, PCOF, PG, Pour un Pôle Public Financier, République et Socialisme, Réseau d'éducation populaire, Résistance Sociale, SNCA e.i.l. Convergence, Solidaires, Solidaires finances publiques, UGFF-CGT, UNRPA, Fédération Equipement CGT, URIF-CGT, ...

Décentralisation (acte 3) : quels enjeux pour les services publics et la démocratie ?

Samedi 22 juin de 9h00 à 18H30,

Bourse du Travail de Paris,

3 rue du Château d'Eau, 75010 Paris, M° République.

buffet rapide prévu sur place P.A.F. 5€

Pour aider au bon déroulement merci de vous inscrire en écrivant à : convergence.paris-idf@laposte.net

Matin :

Avec la participation de : **Anne Le Loarer** (URIF-CGT), **Françoise Nay** (Coord. nat. hôpitaux et maternité de proximité), **Jean-Baptiste Eyrault** (DAL), **Jean-Claude Chailley** (Résistance Sociale), **Jean-Claude Delarue** (FUT-SP), **Jean-Claude Oliva** (Coord. Eau IDF), **Erwan Ledigarcher** (Solidaires), **Francis Combrouze et Gérard Lebriquer** (CGT-Equipement), **Igor Zamichiei** (PCF), **Nicolas Wallet** (FSU Paris), **Pierre Menard** (Coord. Nationale Rail) ...

« Des services publics pour quoi faire ? »

Quelles conséquences concrètes de la métropolisation pour les besoins sociaux, l'égalité des territoires, les statuts des personnels, la démocratie ?

Ce thème sera décliné dans cinq ateliers d'informations, d'échanges et de débats : logement, transports, éducation, eau et santé.

Après-midi :

Avec la participation de : **Christian Celdran** (ATTAC), **Yves CONTASSOT** (EELV), **Patrick Hallinger** (UGFF-CGT), **Denis Turbet-Delof** (Solidaires), **Igor Zamichiei** (PCF), **Elisa Martin** (PG) ... des représentants de la CGT, de Solidaires, de la FSU, des élus, des collectifs et associations d'usagers.

« Des territoires pour les citoyens ! »

Quelles politiques publiques nouvelles dans les territoires ?

Comment faire progresser les politiques de solidarité, sociales, démocratiques et participatives ?

Compte-rendu des ateliers. Table ronde plénière animée par **Bernard Defaix** et introduite par **Anicet Le Pors** « **Acte 3 : continuité ou rupture ?** »

www.convergence-sp.org

COUP DE GUEULE

Bangladesh: le libéralisme à l'oeuvre

Par Aure BERRI

Il y a plus d'un mois, au Bangladesh, plus de 1100 travailleurs du textile trouvaient la mort dans l'effondrement du bâtiment où ils étaient installés.

Vive émotion dans les médias français. Larmes de crocodiles. La situation qui fait de ce pays la plus grande usine de textile du monde n'est pas tombée du ciel : elle est la conséquence du libéralisme mondialisé, celui qui ferme nos usines et crée chômage et misère ici tout en exploitant là-bas les salariés, hommes, femmes et enfants, qui vivent et travaillent dans des conditions scandaleuses et avec des salaires extrêmement bas.

Les grandes marques occidentales qui contestent en France ou en Europe l'idée de salaire minimum—et qui trouvent des complicités gouvernementales pour remettre en cause cette législation—ne se soucient pas plus de l'état de taudis dans lequel leurs vêtements sont confectionnés. Peu leur importe la vie des ouvriers, seules comptent les marges de profit. Ici ou ailleurs, les actionnaires auront toujours le même critère de choix : leur intérêt financier. Et cela continuera tant que nous ne serons pas capables d'imposer à nos gouvernants une autre manière de concevoir les échanges commerciaux internationaux. La libre loi du marché, c'est la même qui organise les déloca-

lisations et fait travailler les ouvriers des pays pauvres 6 à 7 jours par semaine, 10 à 14 heures par jour dans d'effroyables conditions de travail et pour une bouchée de pain (souvent moins de 50€ par mois).

Et oui, ils luttent nos camarades du Bangladesh et d'ailleurs ; oui, ils sont d'un extraordinaire courage, ces syndicalistes qui refusent, pour continuer à défendre leurs collègues, de se laisser acheter alors qu'ils n'ont pas un sou. Oui, ils sont dignes, ces ouvriers qui font grève pour avoir le droit de se lever autrement que lors de leur pause déjeuner d'une demi-heure ou pour avoir le droit de parler à un collègue sans se faire retenir une journée de travail.

Les syndicalistes veulent aujourd'hui entamer une nouvelle bataille, celle des salaires. Au Bangladesh, le salaire minimum dans l'industrie du textile du Bangladesh est de 30 euros par mois, pour 48 heures de travail, le salaire moyen d'environ 40€...

Ils n'ont pas besoin de notre compassion. Ils ont besoin de notre solidarité agissante. Ils ont besoin que nous nous battions ici et maintenant pour les droits des salariés. La Liberté, l'Égalité et la Fraternité, voici notre produit d'exportation. Voici ce dont ils veulent s'emparer.

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)